

BOUIRA

Les enseignants de la Faculté de droit en colère

Les enseignants de la Faculté de droit et des sciences politiques de l'université Akli-Mohand-Oulhadj ont observé hier matin et pour le deuxième jour consécutif un sit-in de protestation après les menaces proférées par un étudiant exclu envers un enseignant.

L'étudiant en question, qui avait fait l'objet d'exclusion dernièrement pour une année après une tentative de copiage lors d'un examen suivie d'agression verbale envers un enseignant, a récidivé en ce début de la rentrée universitaire lorsque, ce lundi il se présenta malgré son exclusion, à la faculté pour passer les examens de rattrapage. Ayant été rabroué, le fameux étudiant s'est mis en colère et a failli encore une fois agresser un autre enseignant qui venait de lui refuser l'accès à la salle. Excédés par ces comportements récurrents et constatant le

manque de sécurité au sein de leur faculté, les dizaines d'enseignants de la Faculté de droit ont suspendu dans un élan de solidarité avec leur collègue, tous les examens de rattrapage en demandant au doyen et au recteur plus de sécurité à l'intérieur de la faculté. D'après certains enseignants de cette faculté, l'anarchie a atteint un niveau intolérable tel, que les étudiants sont devenus les maîtres des lieux dictant leurs propres lois surtout pen-

dant cette période d'examens de rattrapage. Aussi, après la journée de lundi où tous les examens avaient été suspendus, hier matin, une assemblée générale a eu lieu en présence de l'ensemble des enseignants qui ont débattu de leurs problèmes avec le doyen et le recteur. A la fin, un terrain d'entente a été trouvé avec en premier lieu, l'interdiction formelle d'accès à l'enceinte universitaire à l'étudiant dont l'exclusion pour la présente année universitaire court

toujours, ensuite, le renforcement de la sécurité au sein de la faculté pour permettre aux enseignants un bon déroulement des examens de rattrapage que beaucoup d'étudiants attendent avec impatience pour être fixés sur leur avenir. Aussi, après cette rencontre, les enseignants de la Faculté de droit ont décidé de reprendre ces examens de rattrapage, au grand soulagement des étudiants.

Y. Y.

KHEMIS MILIANA

Une rentrée scolaire dans des conditions déplorables

Tout un chacun sait que l'entretien, le gardiennage et le chauffage relèvent de la commune conformément aux textes en vigueur. Son rôle est de veiller à assurer les meilleures conditions de scolarité aux élèves des écoles primaires implantées sur son territoire ainsi que des conditions de travail correctes.

Cependant, il s'avère que cet ensemble de tâches que doit exécuter l'APC au profit des 30 écoles primaires que compte la commune aient été ignorées au détriment de toute la population scolaire qui est en droit d'attendre de l'APC une meilleure prise en charge de l'école, de l'enseignement et de l'éducation. Certes, il y a eu une réunion bien avant les vacances d'été à laquelle ont pris part toutes les parties concernées à l'issue de laquelle a été établi un inventaire exhaustif, établissement par établissement, de toutes les opérations à entreprendre durant la période estivale pour remédier

aux problèmes auxquels sont confrontées les écoles. Parmi ces problèmes, on citera des sanitaires inutilisables par les enfants, avec des portes qui ont disparu depuis longtemps, l'absence de l'eau courante, un nombre de cabinets de toilettes extrêmement réduit surtout pendant les récréations, des salles de classe avec des vitres brisées, un éclairage insuffisant ou défaillant, des murs pas repeints depuis des lustres, des plafonds qui tombent par plaques, délabrés dans certaines classes, et qui menacent la sécurité des élèves et des enseignants, des conduites d'évacuation des eaux

usées bouchées qui refoulent vers l'intérieur des locaux, un nombre de robinets tellement réduit que les enfants se les disputent, des réservoirs d'eau inutilisables et l'énumération des défaillances est loin d'être exhaustive. C'est dans ces conditions, très déplorables pourtant, qu'élèves et enseignants ont quand même repris le chemin de l'école, parce que, selon des parents d'élèves, des enseignants et des chefs d'établissement, rien n'a été fait durant l'été, Les écoles ont été rouvertes donc en début septembre dans l'état où elles ont été fermées à la fin juin. Pourtant quelques jours avant la rentrée, lors d'une réunion de mise au point sous la présidence du wali, administrateurs et élus ont été mis face à leurs responsabilités. Pourquoi rien n'a été fait ? Manque de moyens financiers,

manque de personnels ? Certainement pas puisque selon les chiffres rendus publics par le chef de l'exécutif de la wilaya, la commune de Khemis Miliana dispose d'importants moyens financiers qui dorment et de près de 1 000 agents mal ou sous-utilisés ou mal gérés, souvent payés sans aucun service effectué affirme-t-on, émergeant dans les divers dispositifs d'emploi. Alors si ce ne sont ni les moyens financiers, ni les moyens humains qui manquent, on est en droit de se demander où sont les failles dans la gestion. Pourtant l'APC compte en son sein 23 élus... Si la situation est telle au niveau de la plus grande et la plus importante commune de la wilaya, Khemis Miliana, qu'en est-il alors de celle qui prévaut dans les 35 autres communes ?

Karim O.

RELIZANE

La mercuriale s'affole à quelques jours de l'Aïd el-Kébir

A quelques jours de l'Aïd el-Kébir, la mercuriale refait surface dans les marchés de la wilaya de Relizane. «Incroyable, on ne comprend rien. Du jour au lendemain, tout flambe !», ne cesse de répéter un client devant l'étal d'un marchand de fruits et légumes où il lit «tomate : 100 dinars». Et il continue : «Il n'y a pas une semaine, elle se vendait entre cinquante et soixante-cinq dinars». Tous les clients s'accordent à dire que le marché n'est jamais régulé. D'un étal à un autre, les prix varient. La carotte à 80 dinars, la salade verte à 80 dinars, le haricot vert à 120 dinars, le poivron vert à 120 dinars et la liste est longue.

Il faut dire aussi que les autres produits ne sont pas à la portée des bourses moyennes. A titre d'exemple, le kilo de sardines est cédé entre 300 et 400 dinars. D'autre part, nous avons constaté que le poulet et les œufs ne font que grimper. Un œuf à 10 dinars, un kilo de poulet vif à 280 dinars, alors que celui dit vidé est fixé à 340 dinars. Si les consommateurs n'arrivent pas à comprendre ces hausses soudaines et pérennes, les marchands trouvent toujours des explications. «C'est la loi de l'offre et de la demande», nous a répondu tout simplement un vendeur de poissons. Et d'ajouter : «Même au marché couvert, le poisson coûte cher». Alors que ce marchand de fruits et légumes nous égrène toute une panoplie de justifications. Les habitants du chef-lieu demandent l'intervention de la Direction du commerce de mettre fin à ces vendeurs illégitimes, qui ne respectent aucune loi.

A. Rahmane

LA PROBLÉMATIQUE A FAIT L'OBJET D'UNE RENCONTRE RÉGIONALE À TIZI-OUZOU

La formation par apprentissage, un mode en quête de dynamisation

Le mode de formation par apprentissage a été au centre des débats, à l'occasion de la tenue, à Tizi-Ouzou, dans la journée d'hier, d'une conférence régionale à laquelle ont été conviés les cadres du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et des représentants du secteur économique concernés par la problématique de la formation et de l'emploi des wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès.

Vulgariser les nouvelles dispositions réglementaires et les textes d'application en cours ; adapter le cadre législatif régissant l'apprentissage aux mutations socioéconomiques du pays et son environnement géostratégique ; identifier les mesures propres à accroître le système d'orientation et de sélection des jeunes en apprentissage dans le tissu économique et industriel en impliquant les entreprises ; généraliser la mise en place de plans de formation par l'apprentissage entre l'entreprise et les centres de formation professionnelle ; situer les perspectives de développement du financement de l'apprentissage pour répondre aux besoins du secteur économique sont les princi-

paux objectifs de cette rencontre qui a regroupé les différents intervenants concernés des wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdès et Bouira. Cette rencontre entre dans le cadre du plan d'action pour la période allant de 2015 à 2019 du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels. Malgré les avantages qu'il offre aux entreprises en leur permettant d'accroître les performances de leurs ressources humaines et, par ricochet, de leur compétitivité économique, le mode de formation par apprentissage est un gisement peu exploité dans notre pays pour améliorer les compétences et l'employabilité des apprenants. Pour l'exemple, seuls 7 813 postes ont

été créés en faveur des apprentis des wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdès et Bouira qui disposent toutes les trois d'un tissu de 51 757 PME, représentant un taux de 12% du parc national de petites et moyennes entreprises. Selon M. Saâdna, DFP de la wilaya de Boumerdès, le taux de 75% d'intégration du système de formation par apprentissage est l'objectif fixé, dans le cadre du schéma directeur de la formation professionnelle, privilégiant ce mode de formation, initié par le gouvernement. Multiples sont les raisons de ce faible taux d'intégration de ce système. M. Meziane Medkouh, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura préconise, pour espérer renverser la donne et atteindre les objectifs fixés, de créer des passerelles entre l'entreprise et les structures de formation professionnelle. «Il faut débureaucratiser les relations entre ces deux intervenants clés du système», dira-t-il, en substan-

ce. Pour le directeur de l'enseignement et de la formation professionnels de la wilaya de Boumerdès, M. Saâdna, c'est le système d'orientation qui est à revoir et à redéfinir. Il mettra, en outre, en cause l'absence d'une stratégie sectorielle, insistant sur la nécessité d'identifier les besoins de placement dans les entreprises et de recentrer ces derniers en fonction des besoins prioritaires des secteurs utilisateurs. Le même responsable fournit des chiffres éloquentes sur les limites du système d'orientation en vigueur. A Boumerdès, sa wilaya d'exercice en tant que directeur de la formation professionnelle, plus de 70% d'apprentis sont orientés vers le secteur des services. Le secteur des BTP n'a pu absorber que 3%. L'agriculture et la pêche ont recueilli, respectivement, 0% et 0, 02%. Une anomalie pour une wilaya à fort potentiel dans les secteurs agricole et de la pêche.

S. A. M.